A peine quelques mois après avoir fait tomber le gouvernement conservateur de Boyko Borissov en février 2013, les Bulgares étaient de nouveau dans la rue en juin, par dizaines de milliers, pour demander la démission du nouveau gouvernement. Ces manifestations ne s'inscrivent pourtant que faiblement dans la continuité de celles du printemps bulgare. Si les rangs des cortèges de février étaient gonflés par des personnes jetées dans la misère par la crise économique, les manifestations de ces dernières semaines (Juin 2013, ndlr) ont été causées par une profonde crise, à la fois morale et politique. Alors que les deux mouvements dénonçaient le contrôle de l'État par des réseaux oligarchiques, seules les mobilisations de février articulaient des revendications anticapitalistes pour l'égalité et sécurité, alors que celles de juin se contentaient de défendre des libertés démocratiques.

Ce texte a été initialement publié sur le site de la section LeftEast de CriticAtac, le 26 juin 2013.

Après la démission de Borissov et son parti de centre droit (GERB) le 20 février, une élection anticipée s'est tenue en mai. Une élection, déprimante pour les commentateurs de tous bords, qui n'a conduit au parlement que les 4 plus gros partis du *status quo* : le GERB toujours en tête, suivi de près par le Parti Socialiste Bulgare (BSP). Le parti turc du Mouvement pour les Droits et Libertés (DPS), qui s'est débrouillé pour faire partie de la plupart des coalitions gouvernementales depuis 1989, ainsi que son ennemi naturel d'extrême droite ATAKA, parti anti-turc et anti-Rrom, ont complété la marche. Ces deux derniers partis pèsent suffisamment pour être considérés dans chacune des coalitions possibles, sans pour autant pouvoir manœuvrer indépendamment. Certains partis proéminents de la transition bulgare vers la démocratie libérale, comme les restes de l'ancienne Union des Forces Démocratiques (SDS) ou le parti du Tsar Simeon (NDSV), sont quant à eux restés hors du parlement. Deux nouveaux partis n'ont pas non plus passé la barre des 4% nécessaires pour être représentés au parlement : le Front de Libération National, d'extrême droite, et le parti de centre droit, Bulgarie des Citoyens, de l'ex-commissaire européen Medlena Kuneva. Après que le GERB ait renoncé à former un gouvernement, une coalition minoritaire, dirigée par l'ancien ministre des finances (2005-2009), Plamen Oresharski du BSP, s'est mise en place avec le soutien du DPS et un vote d'ATAKA. Les membres du GERB ainsi que Borissov lui-même ont alors boycotté plusieurs sessions de l'Assemblée Nationale. Tandis que le nouveau gouvernement de Plamen Oresharski se structurait autour du cercle rapproché et oligarchique du président du BSP, Sergey Stanishev, le DPS obtenait la concession de quelques commissions importantes au parlement.

Dès lors, le nouveau gouvernement s'est mis à travailler sous les feux d'une forte pression populaire et de manifestations apparues dès le troisième jour de son mandat. Ces mobilisations étaient initiées par un groupe organisé autour du Parti Vert et un réseau plus large d'éco-activistes demandant la démission de Kalin Tiholov, ministre du plan d'investissement. Tiholov, un architecte ayant scandaleusement bétonné les réserves naturelles du pays, a rapidement été remplacé par son collègue et partenaire de bureau, Ivan Danov. Si les manifestants se sont calmés, l'opinion publique est restée vigilante sur la question des nominations et il n'est pas étonnant que l'arrivée à la tête de l'Agence pour la sûreté Nationale (DANS) de Deylan Peevski, magnat de la Presse et parlementaire du DPS, mette à nouveau le feu aux poudres. La mère de Peevski, Irena Krasteva, ancienne propriétaire de la Loterie bulgare et actuelle propriétaire de Rodina, la plus grande imprimerie du Pays, possède aussi une grande part des media privés, ainsi qu'un grand empire de petites et moyennes entreprises. C'est ce qui a permis à son fils Deylan, en

2001, de devenir à seulement 20 ans, le directeur de Varna, le plus grand port de Bulgarie qui fut par la suite privatisé par l'État. Plus récemment, Peevski, juriste de métier, a aussi été cité comme l'un des propriétaires de Bulgartabac, une industrie de tabac nationale privatisée, se taillant la part du lion de l'entreprise avec l'aide de la banque Centrale Coopérative. Par deux fois, Peevski a fait l'objet d'une enquête de la DANS, sans qu'aucune charge ne soit retenue contre lui. Le nouveau premier ministre a annoncé que Peevski serait chargé de la lutte contre l'héritage de corruption légué par le GERB, ce que le groupe parlementaire du BSP s'est empressé d'entériner par un vote quasi unanime, soit disant sous pression de Stanishev. Les mobilisations ont contraint Peevski à la démission dès le lendemain de sa nomination. Le chef du BSP Stanishev, le premier ministre Oresharski ainsi que Ljutfi Mestan, le chef du DPS, ont dû se repentir publiquement de cette folle tentative. Mais les manifestations se sont poursuivies, réclamant cette fois la démission d'Oresharski.

Alors que la nomination de Peevski à ce poste de responsabilité témoignait des liaisons entre le grand capital et l'État bulgare, la plupart de ceux qui sont allés manifester l'ont fait avant tout dans un souci de moralisation de la vie politique. Les manifestants se sont opposés à la rupture du contrat social ayant permis à un individu comme Peevski de devenir parlementaire, dans un premier temps, puis d'être nommé à la tête de la Sureté Nationale. Après leurs excuses publiques, le BSP et Oresharski ont fait appel à la patience populaire pour les laisser mener à bien leur politique de sauvetage de la Nation, aux affres de la crise économique… Dans le même temps, ils votaient des lois pro-lobby (comme par exemple une loi controversée sur les paris) et faisaient d'autres nominations douteuses dont certaines étaient retirées le jour même. Tout ceci a eu pour effet d'accroître le ressentiment populaire à l'égard du gouvernement et de plus en plus de personnes sont descendues dans les rues de Sofia pour demander la démission d'Oresharski. On a pu voir ressurgir de vieux slogans de la crise de l'hyper inflation de 1997 qui avait vu la chute du gouvernement BSP de Jean Videnov. Ainsi les « dehors les sales rouges ! » ou encore « qui ne saute pas est un rouge ! » sont devenus les principaux refrains de manifestants, unis pour renverser un gouvernement qui avait tenté de masquer ses intérêts oligarchiques derrière des slogans populistes creux.

Les manifestants qui s'opposaient au gouvernement ont été présentés par la presse libérale comme « des citoyens de classe moyenne bien éduqués et bien habillés, qui peuvent payer leurs impôts et leurs factures d'électricité, mais demandent la moralisation de la vie politique ». Cette distinction a tracé une ligne claire en termes de classes entre les mobilisations de juin et de février, mais cette distinction relève plus du cadrage des médias libéraux que de la réalité concrète. Un nombre croissant d'articles a déjà été publié afin de tenter de rappeler l'importance et la dignité des revendications exprimées. Certains montrent même comment la tragédie des mobilisations de l'hiver se transforme en une farce à l'été.

En février, les gens étaient dans la rue pour protester contre l'augmentation rapide des prix de l'électricité. Cette augmentation est liée à la privatisation des entreprises de distribution du courant, partiellement conduite sous le gouvernement néolibéral « de gauche » de Stanishev. Il y a eu des centaines de suicides, dont sept par immolation, pendant et après la crise des factures d'électricité, du fait de la pauvreté et de l'absence d'issue pour les familles pauvres endettées. J'ai écrit ailleurs que les demandes des gens qui manifestaient partout dans le pays dans le froid hiver bulgare étaient assez confuses et contradictoires. Cependant, beaucoup tournaient autour de la nécessité de renationaliser les industries clés et d'entamer un grand processus de redistribution et de renforcement de l'égalité d'accès

de tous les citoyens aux biens et aux services d'utilité publique.

Prises dans la crise plus large de la représentation politique, les mobilisations de l'hiver n'ont pas entraîné la création d'une alternative politique. Ce qui est intéressant, mais aussi alarmant, c'est qu'elles sont venues grossir les rangs de l'électorat de partis d'extrême-droite comme ATAKA : parti qui a sorti un manifeste de 96 pages avec une rhétorique strictement anti-néolibérale et critique de la globalisation. Dans ce programme électoral, appelé le « Plan Siderov », du nom de leur président Volen Siderov, ATAKA avait parfois l'air d'un parti de gauche radicale. Déjà avant les élections Siderov avait dit que la Bulgarie avait besoin d'un Hugo Chavez pour surmonter la crise. Dans le Plan, son parti appelle à conclure des accords de commerce anti-américains et altermondialistes avec les pays BRICS comme la Russie, la Chine et le Brésil. Ils se sont déclarés ouvertement contre le néolibéralisme et le fondamentalisme de marché, en faveur de la sortie de l'UE et de l'OTAN, et pour dénoncer les accords passés par le gouvernement bulgare avec le FMI et la Banque Mondiale. En termes de politiques sociales et économiques, ATAKA a appelé à créer un Etat providence avec une forte régulation étatique, des nationalisations, une redistribution menée par l'Etat des impôts supplémentaires vers les systèmes de santé et de garde d'enfants. ATAKA a dit vouloir nationaliser les industries clés, les biens et services d'utilité publique, créer une compagnie aérienne nationale et donner la priorité aux entreprises bulgares dans la concurrence pour la réalisation de grands projets d'infrastructure. En sus de son attirance pour les pays de capitalisme d'Etat comme la Russie et la Chine, au plan national comme international, le « Plan Siderov » semble proposer des politiques raisonnablement progressistes, qu'aucun parti bulgare de gauche ne défend publiquement. Comme d'autres partis d'extrême droite dans la région, ils ont l'air d'extrême gauche quand ils se positionnent contre le grand capital, mais leur volonté de contrôler les ressources naturelles du pays et le racisme contre les minorités sont présents au moins de façon latente si ce n'est ouvertement dans tous leurs programmes. Dans le programme d'ATAKA par exemple, des allocations familiales élevées sont promises aux parents qui ont fait des études alors que le statut d'étudiant est généralement le privilège de la majorité ethnique du pays. Ils ont aussi proposé la création d'un réseau national de shérifs et de vigiles locaux d'autoprotection : on en aurait besoin dans les villages ethniquement mixtes, d'après eux, pas dans le centre ville de Sofia.

Si l'extrême droite n'a pas profité de la dernière vague de mobilisations, la droite libérale est revenue sur le devant de la scène. Depuis les élections, Volen Siderov a contribué à détruire, de façon significative, son image et celle d'ATAKA dans les médias. Il a perdu le soutien de ses électeurs de la droite radicale, qui l'ont traité de « turc » et de « communiste » car il est le seul député à soutenir de gouvernement BSP-DPS d'Oresharski. Siderov et son parti ont aussi perdu leurs électeurs de la droite centriste, en essayant de saboter les mobilisations de juin par le biais de provocations et de violences. Mais si la position de la droite extrême est devenue instable, la droite libérale semble ré-émerger. Les mobilisations de juin se sont surtout concentrées à Sofia et à Plovdiv et elles ont trouvé l'essentiel de leurs soutiens parmi les anciens électeurs de l'Union des Forces Démocratiques (SDS). Comme les mobilisations avaient lieu contre le parti « socialiste » néolibéral BSP, les revendications ont été présentées comme « anti-communistes ». Elles ont aussi été partiellement anti-turcs à cause de la présence de DPS.

On n'a pas entendu de slogans anticapitalistes ni de revendications en matière d'économie. Les mobilisations étaient contre les oligarques et la mafia, mais favorables à un marché libre et à un capitalisme « moins oriental », ce qui constitue une position acritique sur la nécessité pour la Bulgarie d'adopter, comme valeur suprême, un modèle avancé de

capitalisme, à l'instar des pays qui constituent le cœur de ce capitalisme, et sans analyser pourquoi ces mêmes pays ont connu une vague de mobilisations anti-austérité depuis l'hiver grec de 2008. Alors que de nouveaux visages protestataires ont émergé, Radan Kanev – le nouveau président des Démocrates pour une Bulgarie Forte (DSB), parti fondé et longtemps présidé par l'ancien député Ivan Kostov, qui a mis en œuvre la plupart des réformes de privatisation entre 1997 et 2001 – a demandé le retour à une « majorité de réforme ». Cela permettrait, d'après Kanev, de redonner du souffle aux valeurs de la transition au capitalisme néolibéral, à la démocratie libérale, à la loi et à l'ordre. Enfin, un groupe d'intellectuels libéraux vient de publier un document qui résume, d'après eux, les revendications des protestataires. Intitulée « Charte 2013 », le document demande la liberté d'information, la réforme du système judiciaire et la mise en place d'une lutte contre la corruption. Cependant, les auteurs de la charte, appelée Charte 2013 pour faire écho à la Charte 77 qui combattait le socialisme d'Etat en Tchécoslovaquie, ont refait l'erreur commise par les dissidents libéraux. S'ils réclament un plus grand rôle pour la démocratie et la société civile, ils ont oublié de formuler des revendications et des propositions pour mettre fin à la crise économique et à la pauvreté. Au lieu d'avancer en phase avec les émeutes de février, la vague de mobilisations actuelle nous fait remonter le temps jusqu'aux années 1980. Pour le moment, la gauche radicale est trop étriquée et trop faible dans le pays pour nous projeter dans le futur.

Nos contenus sont sous licence Creative Commons, libres de diffusion, et Copyleft. Toute parution peut donc être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur·e(s) et URL d'origine activée.